

Des travailleuses comme les autres ?

Il y a depuis quelques années des discussions autour de la prostitution, une reconfiguration des perceptions qui met en lumière des courants de pensée opposés.

I Dominique Louise Pélegrin, journaliste, écrivain

Dans la mouvance d'un grand courant féministe, la question de la prostitution est posée depuis les années 70 sous deux angles. Celui des féministes, avec l'hypothèse que personne ne voudrait se prostituer s'il avait le choix, que la prostitution est pour les femmes une situation maltraitante, une exploitation. Dans la même période, des femmes prostituées s'intitulent, d'abord aux Etats-Unis et en Angleterre, « travailleuses du sexe » et défendent leurs droits en tant que tels, intervenant directement dans le débat. Dans les années 90 apparaissent les prostituées étrangères, avec une précarisation accrue. Tandis que les féministes s'efforcent d'obtenir que la France se dote d'une politique répressive, un autre courant assez vigoureux défend l'idée que se prostituer peut être une activité tout à fait normale, et qu'en stigmatisant celles et ceux qui l'exercent, on les prive de leurs droits fondamentaux – ainsi, au début des années 2000, les lois Sarkozy criminalisant le racolage ont encore fragilisé les prostitué-es.

Un-e prostitué-e ne « se » vend pas, mais propose un service

En Europe, les visions les plus opposées cohabitent : la Suède criminalise depuis quelques années les clients et estime que quelqu'un qui se prostitue est forcément une victime, même si elle se dit consentante... D'autres pays comme le Danemark ont fait de la prostitution et de la pornographie des industries à forte valeur ajoutée. La prostitution légale et organisée se développe et s'accompagne le plus souvent d'une opportune euphémisation : les actionnaires de bordels œuvrent dans une « industrie de loisirs », la prostitution s'intitule « sexualité récréative », le proxénète est un manager, entrepreneur en érotisme.

Les tenants de ce courant critiquent l'imaginaire ancien de la prostitution – vue comme une aliénation pour la femme contrainte de « se vendre ».

Pour eux, un, une prostitué-e ne « se » vend pas, mais propose un « service ». C'est ce que défendent notamment les personnes interviewées par le cinéaste Jean-Michel Carré dans son film sur les *Travailleurs du sexe*. Les prostitué-e s interrogé-es soulignent les réelles capacités professionnelles mise en jeu dans cette activité : contrôle de soi, réflexion sur sa propre sexualité, attention à l'autre etc., comme dans d'autres métiers tels que théâtre, psychothérapie, massage etc.

Un sous-courant pousse encore plus loin la logique et tire la prostitution du côté du « soin à la personne ». Il s'agirait de faire reconnaître, comme c'est déjà le cas dans certains pays, des métiers d'« assistants sexuels » qui offrent des prestations rétribuées et remboursées par la Sécurité sociale à des personnes en situation particulière, par exemple handicapées.

Il s'agit, on le voit, d'une vision extrêmement libérale du corps et des activités de service dans une société ouverte et pragmatique. Ce point de vue est représenté aussi par un certain nombre de théoriciens, comme la juriste Marcela Iacub. Dans son *Antimanuel d'éducation sexuelle* (Bréal 2005), elle attaque la vision traditionnelles du sexe : « C'est en faisant de la « sexualité » non seulement une valeur en soi, mais quelque chose que l'Etat doit protéger qu'on reconduit une morale sexuelle restrictive et autoritaire ». La féministe Gail Pheterson, dans *Le Prisme de la prostitution* (Harmattan 2001) invite à replacer la prostitution dans un cadre plus général des rapports hommes-femmes : « Quatre institutions réglementent les relations entre hommes et femmes : l'hétérosexualité obligatoire, le mariage, la reproduction et la prostitution ». C'est asymétrique, dit-elle. « La classe hommes a davantage d'autorité, d'autonomie, de droits d'accès aux ressources et de statut que la classe femmes. Les femmes doivent fournir des services aux hommes. La violence sert à inti-

mider, contrôler et s'appropriier les femmes ». Elle note aussi que « le déshonneur qu'on attribue aux prostituées a de très grosses conséquences légales : les femmes sont autorisées à donner de la sexualité gratuitement, mais pas à la négocier ». Elle propose des réflexions sur le rapport entre prostitution et systèmes familiaux et note que « la fonction explicite des conventions de l'ONU est de maintenir le contrôle adulte masculin et étatique sur les jeunes, les femmes et les migrants. Ce contrôle est enrobé sous les termes « protection », « prévention », « réhabilitation », « réinsertion » des « victimes », mais la logique du message est celle d'une interdiction de l'autodétermination des femmes ».

Le courant « abolitionniste » et féministe traditionnel se trouve donc un peu dépassé quand il fait forcément des femmes des victimes – c'est sans doute ce qui passe mal aujourd'hui. Faire des femmes des victimes, c'est, d'une certaine manière, accepter le système patriarcal, qui a tant d'intérêt à classer : les femmes « honnêtes » d'un côté, les prostituées en « femmes perdues » de l'autre... De fait, des femmes migrantes peuvent se mettre à leur compte dans la prostitution pendant un temps, par choix. D'autres peuvent devenir des souteneurs compétents... Dans le film de Jean-Michel Carré, on entend une charge vigoureuse contre les « féministes » et les abolitionnistes, qui feraient plus de mal que les souteneurs (lesquels, on le sait, n'existent pas...) ! Les travailleurs du sexe ont désormais des syndicats et des représentants assez médiatisés. Gail Pheterson note en 2003 que le Bureau international du travail (BIT) a commencé à considérer la prostitution comme un secteur d'emploi faisant partie du revenu national des pays. Comme le note Suzy Rojzman, membre de la CADAC (Collectif des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception) : « Lors de la 4^e Conférence mondiale de l'ONU sur les femmes (Pékin, 1995) est apparue dans les textes officiels une distinction entre la prostitution "libre" et la prostitution "forcée". La prostitution "forcée" concernerait les personnes victimes de la traite, alors que la prostitution "libre" concernerait la prostitution "locale" et serait le fait de personnes qui ont "choisi" de se livrer à une telle activité »... Ainsi cheminent les idées, et les courants...

Dans un petit livre tout récent, *Féminismes au pluriel* (Syllepses) dirigé par trois jeunes chercheurs et militants, Pauline Debenest, Vincent Gay et Gabriel Girard, on trouve des interviews de prostituées militantes d'associations qui, dans les mêmes termes que les personnages du film de Jean-Michel Carré, récusent les courants abolitionnistes, et ne se sentent pas reconnues par les « féministes ». Ainsi, Isabelle : « L'abolition était basée sur l'idée qu'en chassant les proxénètes, aucune femme ne se livrerait à la prostitution de son propre choix. Or le proxénétisme

a reculé en France, mais les prostituées ont continué. Quand j'ai commencé, j'ai bénéficié de ces avancées et dans ma génération, nous avons souvent fait le choix de la prostitution ce qui doit fâcher le mouvement abolitionniste... ». Une autre prostituée, Camille, militante de l'association toulousaine Grisélidis dit, elle aussi, quelque chose d'intéressant : « Les féministes avec lesquelles nous travaillons acceptent que des femmes puissent faire des choix : le choix de porter le voile ou de ne pas le porter, le choix de se prostituer ou de ne pas se prostituer... on peut parler librement sans se censurer. »

Ce télescope entre liberté de porter « le voile » et liberté de se prostituer ou pas semble étonnant. Mais ce rapprochement entre deux luttes de femmes marginalisées existe depuis le début des années 2000. Des associations ont à la fois défendu les unes et les autres... Qu'est-ce que cela signifie ? Les femmes d'une nouvelle génération partent de leur propre subjectivité, et s'expriment dans des espaces méconnus et maltraités par les courants dominants – fussent-ils féministes. Elles renvoient parfois les femmes des classes moyennes blanches à leur prétendu « universalisme » où elles ne se retrouvent pas. Ces jeunes femmes viennent télescoper les cadres de pensée, notamment des féministes de la génération précédente. On doit en tirer les conséquences pour éviter une occultation majeure : un débat sur la prostitution résumé à une querelle entre jeunes femmes pragmatiques dans un monde ouvert, et vieilles féministes dépassées – tandis que se développe, en réalité, une prostitution très « forcée » et très profitable pour certains groupes.

Dans le cadre d'une réflexion sur l'invisibilisation des femmes, il faut donc bien voir ce que cache ce débat, ce qu'une approche individuelle, individualisante, libérale de la prostitution occulte en réalité. Partout dans le monde, l'imaginaire de la pornographie prend beaucoup d'importance, un haut niveau d'excitation érotique marchande traverse les sociétés et les organise. Le sociologue canadien Richard Poulin résume très bien la situation : en France, la prostitution est vue sous l'angle de la liberté individuelle, des droits civils, et sous l'angle « artiste » (je fais ce que je veux, et je peux gagner ma vie, dans ce métier qui doit être reconnu autant que les autres). Dans son livre *La Mondialisation des industries du sexe* (Imago 2005), il démontre que s'il existe ça et là des poches d'artisanat indépendant, dans sa réalité mondialisée la prostitution relève du droit – ou plutôt du non droit – commercial.

« Faire des femmes des victimes, c'est accepter le système patriarcal, qui a intérêt à classer : les femmes "honnêtes" d'un côté, les prostituées en "femmes perdues", de l'autre... »

.../...

.../... Car en France comme ailleurs, la majorité des prostituées sont étrangères. Très peu « libres », pour la plupart. Mais on n'a pas vraiment envie de voir ça. Elles semblent déparier dans le paysage et dans le discours libéral. Dans le film de Jean-Michel Carré, l'une des intervenantes s'insurge contre le fait qu'on montre toujours une image tragique et glauque de la prostitution, avec des filles sur le trottoir... Dans le livre *Féminisme au pluriel* déjà cité, une prostituée, Camille, parle, à son arrivée dans la rue en 2003, d'un début de solidarité entre filles « indépendantes » contre d'autres qui l'étaient moins. Voici

« En dix ans, le trafic d'être humains a augmenté de 400 %, et les profits représentent sept à treize milliards de dollars par an. »

comment elle formule les choses : « Je pense qu'elles étaient indépendantes dans leur façon de travailler mais après, peut-être qu'il y avait du proxénétisme derrière aussi, et des enjeux qui nous dépassaient un peu, une violence avec laquelle on n'avait pas envie de se confronter. » Voilà bien résumée une volonté – collective – de ne pas voir. Dans un rapport de l'UNICEF, 2002, Barbara Limanowska écrit que 90 % des femmes du sud est de l'Europe qui migrent sont victimes de traites – ce qui n'est reconnu que dans 30 % des cas. Matiada Ngalikpima, dans

son rapport de 2005 sur l'esclavage sexuel, indique qu'en France, 70 % des prostituées sont d'origine étrangère, à peu près comme en Belgique, en Autriche ou en Angleterre. Elle donne ce chiffre encore, dont la source est la commission antimafia italienne : en dix ans (entre 1995 et 2005), le trafic d'être humains a augmenté de 400 %, et les profits représentent sept à treize milliards de dollars par an. En Bosnie, par exemple, écrit Matiada Ngalikpima, le salaire mensuel est de 200 euros, une maison de passe avec dix filles, comme il y en a des centaines, représente 1,25 millions de dollars par an. De son côté, en s'appuyant toujours sur des sources et des chiffres officiels, Richard Poulin écrit que 80 % de l'argent estimé de la prostitution ne va pas aux prostituées. Et ainsi de suite... Si on regarde la prostitution sous l'angle non pas d'un artisanat ou d'une entreprise individuelle, mais sous son angle industriel, on arrive à une tout autre vision.

Dans un monde où il y a 1,3 milliards de très pauvres, dont 70 % de femmes, tous les trafics peuvent se développer et, note Poulin « ce qui pouvait être perçu comme à la marge est désormais

au centre » : la corruption, l'extorsion, la marchandisation de l'humain, les trafics en tous genres. Les réseaux de grande criminalité ont évidemment intérêt à un discours soft, clean et dépassionné sur la prostitution en tant qu'activité totalement normale. A lire Poulin ou des rapports officiels sur le trafic des êtres humains et l'esclavage sexuel, on comprend bien que la prostitution est d'abord une vaste circulation de marchandises produites illégalement (par enlèvement, viol et contrainte) de façon mondialisée, et profitant à de grands groupes dits « du crime organisé ». Reste que cela ne passionne ni les foules, ni les gouvernements. Comme l'exprime une note de l'Office des nations unies contre la drogue et le crime en marge d'un rapport mondial sur la traite des personnes daté de 2009 : « De nombreux gouvernements restent dans le déni. Certains négligent même de signaler les cas de traite ou d'engager des poursuites. (...) pour la période 2007-2008, deux cinquièmes des pays visés par le rapport de l'UNODC n'avaient pas enregistré la moindre condamnation. »

La prostitution en tant qu'industrie, écrit Poulin, « profite plus que les individus de la poussée de l'individualisme hédoniste et consumériste où le corps est marchandisé, elle est pour ainsi dire adossée à lui. Toutes ces paillettes jettent un aveuglement certain sur la réalité des trafics mondiaux. » Le libéralisme moderne a promu une éthique permettant tous les mécanismes de contraintes marchandes et oppressives. Ce qu'on voit à l'œuvre à propos de la prostitution, l'invisibilisation des vrais débats peut se lire dans bien d'autres secteurs de l'économie, de la vie sociale et politique. ■

Bibliographie

- Richard Poulin a publié l'année dernière *Les jeunes et la pornographie*, www.scienceshumaines.com/les-jeunes-et-la-pornographie_fr_24482.html
- Matiada Ngalikpima, *L'Esclavage sexuel : un défi à l'Europe*, Ed. de Paris/Fondation Scelles, 2005. Les autres rapports cités sont consultables en ligne.
- Voir aussi le n° 101 de la remarquable revue *Travail Genre et société* : « Prostitution, marchés, organisations, mobilisation », Harmattan 2003, où se trouve un intéressant historique des débats autour de la prostitution depuis les années 70.